

N'y a-t-il vraiment pas d'austérité en Europe aujourd'hui ?

Pierre Moscovici, commissaire européen aux Affaires économiques, a affirmé dans un entretien au « Soir » que l'Europe ne souffrait pas de l'austérité. Nous avons posé la question à deux économistes.

Robert Plasman

Professeur d'économie à l'Université libre de Bruxelles, Robert Plasman est spécialisé dans les politiques de marché du travail, de résorption du chômage et du temps de travail en Belgique. Il dirige le centre de recherche appliquée en économie de l'ULB (Dulbea).

« Techniquement, Moscovici a faux sur toute la ligne »

Pour Robert Plasman, le commissaire européen aux Affaires économiques et à la Fiscalité a tout faux.

Pourquoi M. Moscovici dit-il qu'il n'y a pas d'austérité en Europe ? Techniquement parlant, il a raison ?

Je n'ai pas du tout cette impression. Techniquement, il a faux sur toute la ligne. Si on regarde l'ensemble de la politique de la Commission depuis plusieurs années, ce sont des politiques de récession et restrictives à plusieurs niveaux. Dans le cadre du semestre européen, quand on regarde l'ensemble des recommandations adressées aux différents pays (dont la Belgique), ce sont chaque fois des mesures qui visent à limiter la progression des revenus du travail. Il suffit de voir la façon dont la Commission essaye qu'on réforme le processus de liaison des salaires à l'indice de prix, par exemple. Ça, c'est une baisse de la rémunération du travail par rapport au capital. Ce sont aussi des mesures restrictives puisque ça diminue la consommation privée, etc. Les recommandations sur les modifications de l'indemnisation du chômage, même chose. C'est le cas pour d'autres pays aussi quand on lit en détail les recommandations qui leur sont adressées en vertu de toute la stratégie liée au semestre européen qui est dirigée par Evofin au détriment des autres divi-

sions de la Commission.

De la démagogie ou de l'entêtement ?

Dans la meilleure des hypothèses, j'imagine que c'est peut-être lié à un certain devoir de réserve. Il est employé par la Commission et doit donc défendre la position officielle de celle-ci. Sinon, c'est vraiment de l'aveuglement.

Mais il l'avait déjà dit plusieurs fois avant... Méthode Coué ?

J'ai vraiment l'impression que c'est ça... Les mesures restrictives par rapport au déficit public admissibles, nous empêchent de prendre des mesures de relance. Et, surtout, si on couple ça au fait qu'il n'y a aucune stratégie d'harmonisation des politiques fiscale ou sociale. Cela mène inévitablement à une sorte de dumping social et fiscal. Avec une diminution des recettes fiscales et des cotisations sociales. Comme on diminue les recettes, on diminue les dépenses puisqu'il faut être en équilibre. Résultat, on pousse presque les Etats membres à mener des politiques restrictives.

Chacun interprète le mot « austérité » à sa façon ?

Dans les mots, dans les termes, la Commission européenne ne dit pas explicitement quelle est pour l'austérité. Mais dans les critères et les conditions qui sont imposées à chaque Etat

membre, ça revient à cela. Il faut évidemment faire la distinction entre les nouveaux entrants et les anciens. Leurs situations économiques sont assez différentes. Ce qui est perçu chez nous comme mesure de récession ne l'est peut-être pas dans des pays où il y a déjà des politiques de revenus différentes.

Les politiques budgétaires ne freinent pas la croissance au niveau de la zone euro ?

L'absence de politique budgétaire, bien sûr. Dans sa réponse sur les dépenses publiques, M. Moscovici dit que leur diminution remonte à bien avant le Pacte de stabilité. Oui, peut-être, c'est le cas en Belgique depuis 1981/82, mais l'Europe a encouragé ça à différents niveaux. Et puis, ce n'est pas une justification des politiques actuelles.

Et quand il dit : « La croissance est de retour, la reprise est là » ?

C'est synoptique, mais je ne sais pas où il est allé trouver ça. Ce n'est pas la décroissance, mais personne ne croit sérieusement qu'il y a un retour significatif de la croissance. Les dépenses publiques contribuent à la croissance économique, mais c'est ambigu de dire ça. Par définition, toute dépense publique participe à la croissance. Mais ces dépenses ne sont pas en hausse. ■

Propos recueillis par
PHILIPPE DE BOECK

Eric Dor

Il est directeur des études économiques à l'IESEG School of Management, école de commerce de l'Université catholique de Lille. Il est docteur en sciences économiques de l'Université catholique de Louvain. Il a été professeur invité à l'Université de la Sorbonne à Paris, et a également enseigné à l'Ichec de Bruxelles.

« Moscovici n'a pas tort, mais la contrainte budgétaire est forte »

Pour Eric Dor, l'affirmation de Pierre Moscovici n'est pas fautive, mais la contrainte budgétaire reste forte.

Pierre Moscovici a-t-il raison de dire qu'il n'y a plus d'austérité en Europe ?

Techniquement, il a raison. En 2015 et 2016, il y a une contribution positive des dépenses publiques à la croissance. Il n'empêche, nos économies restent dans le carcan du Pacte de stabilité et de toute la machinerie institutionnelle créée pour encadrer les déficits publics. La contrainte reste forte. On a rapproché à la Commission européenne d'avoir poussé trop vite et trop fort cette austérité. Même le FMI, qui poussait au départ pour ce genre de politique, en est revenu, reconnaissant que l'austérité avait eu des effets trop récessifs. L'idée était de stabiliser le ratio d'endettement. Mais si cette politique fait diminuer le PIB, c'est contre-productif. Certains contestent ce carcan et pensent qu'il faudrait plutôt profiter des taux très bas dus à la politique monétaire de la Banque centrale européenne pour organiser un vaste programme de relance par l'investissement en Europe.

Ce qui implique de s'endetter...
Oui, au moins temporairement. Pierre Moscovici affirme que sous sa gouverne, la philosophie a un peu changé, que la politique de la Commission est plus

mesurée et qu'elle ne fait pas de l'austérité pour l'austérité. Il n'a pas tout à fait tort. On l'a vu avec l'Espagne ou avec la France, par exemple, deux pays avec lesquels la Commission a été plutôt tolérante tandis que leurs budgets dérapaient. À ceux qui veulent que l'on sorte du carcan du Pacte de stabilité, il répond qu'il faut rester responsable et qu'il faut continuer à réduire les dépenses publiques.

Vous êtes d'accord ?

Il est dommage que les pays ayant des marges de manœuvre budgétaire, comme l'Allemagne, n'investissent pas massivement.

L'Europe est coupée en deux ?

Exactement. Et tôt ou tard, la politique monétaire hyper accommodante de la BCE prendra fin. Le grand danger, c'est que quand les taux vont remonter, une nouvelle crise des dettes souveraines éclate, parce que certains pays comme l'Italie, l'Espagne ou le Portugal restent gravement endettés.

Et la Belgique ?

Elle est aussi très endettée, mais elle a des fondamentaux qui le lui permettent : une épargne privée très élevée ; et si l'agent Etat belge a une dette importante, l'ensemble des agents économiques belges sont créanciers vis-à-vis du reste du monde. Mais elle est tenue à un minimum d'austérité parce

qu'on est sur les marchés inter-

C'est l'Allemagne qui détient la clé ?

Oui. Elle pourrait jouer un peu plus son rôle de locomotive européenne. Elle peut se le permettre. Il faut aussi muscler le plan Juncker et que la Banque européenne d'investissement finance davantage des projets d'infrastructures. On peut rêver... Politiques de l'offre et de la demande ne sont pas incompatibles. Si on relance la demande par l'investissement dans les infrastructures, dans les nouvelles technologies et dans l'éducation, c'est porteur à moyen terme pour l'offre. Il ne faut pas répéter les erreurs du passé en s'endettant pour financer la consommation publique. Il faut selon moi aménager le Pacte de stabilité pour traiter différemment les dépenses en investissement public et celle en consommation publique. Par ailleurs, l'Allemagne détient la clé en matière de politique salariale. L'énorme problème qui se pose actuellement est de déterminer s'il existe ou pas une alternative à la morosité salariale pour atteindre le plein-emploi. Pour les Allemands, le fort taux de chômage de certains pays est dû aux salaires trop élevés des travailleurs non qualifiés... ■

**Propos recueillis par
CORENTIN DI PRIMA**